

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
ZI la Bouriette
320 Chemin de Maquens
CS 70069
11890 CARCASSONNE Cedex

Carcassonne, le 27/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/04/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

société TITANOBEL

11390 Cuxac-Cabardès

Références : UID1166-C1-2022-197 **Affaire 012-cm**

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/04/2022 dans l'établissement société TITANOBEL implanté à Cuxac-Cabardès (11390). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- société TITANOBEL
- implanté à Cuxac-Cabardès (11390)
- Code AIOT dans GUN : 6600017
- Régime : AUTORISATION
- Statut Seveso : SEVESO
-

Activité de fabrication et de stockage d'explosifs.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- l'état des stocks en temps réel,
- la gestion des entrées/sorties en période d'indisponibilité des applications numérique, *(thématique rajoutée suite aux incidents – attaque informatique - de début d'année 2022)*
- la gestion de la sous-traitance et des interventions extérieures (action nationale 2022),
- la formation du personnel,
- l'entretien et la maintenance (électrique, détection incendie, ressource incendie, foudre ...),
- la réalisation d'exercice POI et leur compte-rendu.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Consignes d'exploitation – Suivi entrées/sorties	Arrêté préfectoral n° DREAL-UID1166-C1-2022-018, article 2.1.3	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Gestion des produits – Etat des stocks – Entrées / Sorties	Arrêté préfectoral n° DREAL-UID1166-C1-2022-018, articles 6.1.1, 8.2.2	/	Sans objet
Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article / Annexe I.1	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article / Annexe I.3	/	Sans objet
Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article / Annexe I.1	/	Sans objet
Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article / Annexe I.5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article / Annexe I.3	/	Sans objet
Contrôles à effectuer	Arrêté préfectoral n° DREAL-UID1166-C1-2022-018, article 8.6.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les modalités de suivi et de gestion des stocks sont en place. La traçabilité des stocks est assurée en mode dégradé (retour à une comptabilité papier) pendant les périodes d'indisponibilité du matériel informatique. Un point de vigilance est rappelé au niveau de la rédaction des dispositions de fonctionnement en mode dégradé ainsi qu'à l'accès, en tout temps, à l'état des stocks depuis un lieu extérieur aux locaux de l'établissement.

La gestion de la sous-traitance apparaît adaptée à la structure et à l'activité du site. Des améliorations sont mise en avant, mais ne nécessitent pas la mise en place d'un suivi particulier et pourront être vues lors d'une prochaine visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Consignes d'exploitation – Suivi entrées/sorties

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n° DREAL-UID1166-C1-2022-018, article 2.1.3			
Thème(s) : Consignes d'exploitation – Suivi entrées/sorties			
Prescription contrôlée : L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, <u>en périodes de démarrage, de dysfonctionnement</u> ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.			
Constats : Le système informatique de TITANOBEL SA a subi une attaque informatique qui s'est propagée aux ordinateurs et serveur connectés de la société à partir du lundi 7 mars 2022. Le temps de mettre à disposition du matériel informatique non affecté par un virus, la gestion dégradée des stocks s'est traduit par une gestion papier, puis par tableur. Actuellement, le site fonctionne toujours en mode dégradé car l'application GEODE n'est toujours pas remise en service. Cette application permet à l'exploitant d'avoir une visibilité réactive sur la traçabilité de ses produits. L'application QUALIAC qui permet une gestion informatisée des stockages présents sur le site est de nouveau opérationnelle. Pendant la période d'indisponibilité de l'application QUALIAC, l'accès à l'état des matières stockées sur le site n'a pas été possible en dehors du local administratif du site et donc n'a pas été possible à tout moment, contrairement aux dispositions de l'article 47 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié. <u>Dans certaines circonstances (panne informatique – attaque virus), les dispositions de l'article 47 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié ne sont pas respectées :</u> L'exploitant ne dispose pas d'une procédure écrite qui définit les dispositions à mettre en place pour accéder à tout moment (en dehors du site) à l'état de ses stocks présents sur son site en cas d'accident et/ou d'indisponibilité de ses outils informatiques.			
Type de suites proposées : Au jour de l'inspection, l'accès à distance des stocks était rétabli. L'inspection propose de gérer cette situation en formulant l'observation suivante : Afin de faire face à une hypothétique nouvelle interruption du système informatique de suivi des stocks imposée par une attaque d'un virus, l'exploitant doit définir des modalités lui garantissant la continuité d'accès à l'état des stocks présent à l'intérieur de son établissement depuis un endroit extérieur à son site. A ce stade de la prise en compte de ce point par l'exploitant et de la "nouveau" de la demande face à au REX ayant récemment impacté le système informatique, l'inspection propose dans un premier temps de ne pas engager de suite particulière.			
Respect de la prescription :			
<input type="checkbox"/> Conforme	<input type="checkbox"/> Susceptible de mise en demeure		<input type="checkbox"/> Prescription inadaptée
Proposition de l'inspection au Préfet :			
<input type="checkbox"/> Avec suite	<input type="checkbox"/> Susceptible de suites	<input type="checkbox"/> Sans suite	

Nom du point de contrôle : Gestion des produits – Etat des stocks – Entrées / Sorties

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n° DREAL-UID1166-C1-2022-018, articles 6.1.1, 8.2.2			
Thème(s) : Gestion des produits – Etat des stocks - Entrées / Sorties			
Prescription contrôlée : <u>L'inventaire et l'état des stocks</u> des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. ... Pour les produits explosifs, les emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément à la réglementation relative au marquage et à l'identification des produits explosifs. Avant toute opération d'approvisionnement des dépôts, l'exploitant procède à une <u>vérification des stocks</u> permettant de s'assurer que le timbrage des dépôts, calculé en équivalent TNT, ne sera pas dépassé du fait de l'approvisionnement annoncé. <u>Cette vérification est enregistrée.</u>			
Constats : Le jour de l'inspection, la disponibilité des stocks présents à l'intérieur du site était effective. L'indisponibilité de l'application de traçabilité des produits "GEODE" ne permet pas d'avoir une réactivité immédiate des stockages après retour. Cependant, les produits invendus (retour de tir) sont déposés à part dans les lieux de stockages prévus et reportés sur papier avant d'être de nouveau intégrés dans le suivi global du stockage par le chef de dépôt. L'exploitant a pris l'habitude de stocker le retour des emballages vides "souillés" par des résidus de nitrate fioul dans l'igloo de stockage CX D2, afin de les garder "groupés". Or, le jour de la visite, le stockage de nitrate fioul dans l'igloo CX D2 était au maximum de la quantité autorisée. Par conséquent, la présence d'emballage souillés (6 palettes de déchets souillés) fait théoriquement dépasser le tonnage maximal admissible (l'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer la masse active contenue dans l'ensemble des emballages vides). A noter que sur l'ensemble des trois igloos, le tonnage global est respecté et est largement en-dessous de la quantité autorisée. Par sondage, les quantités de plusieurs produits présents sur site (dans CX D1 – CX D2 – CX D3 – CX D6 – CX 3) ont été contrôlés afin d'attester de l'adéquation entre le stock physiquement présent et le registre des stocks présentés : L'adéquation est vérifiées sur les produits contrôlés. Le suivi de la production est conservé sur un registre manuellement tenu à jour : "Fiche de suivi et de contrôle pour l'atelier de cuxac". Les FDS des produits détenus sur le site sont disponibles en version papier dans le bureau du chef de dépôt. L'exploitant détient les bordereaux de suivi de ses déchets dangereux. Au jour de la visite, les deux derniers bordereaux de suivi des déchets (12/04/22 et 04/03/22) n'étaient pas intégrés au registre de suivi des déchets dangereux.			
Type de suites proposées : L'inspection a invité l'exploitant à intégrer la masse active que peut représenter les emballages souillés dans la gestion totale du stockage maximal autorisé : action prise en compte par l'exploitant. Cette quantité étant considérée minime par l'exploitant (cependant, quantité à définir), l'inspection prend acte de ne pas mettre en place un suivi particulier de la bonne prise en compte de ce point. Un point de vigilance est rappelé à l'exploitant dans la tenue à jour du registre de suivi des déchets dangereux.			
Respect de la prescription :			
<input type="checkbox"/> Conforme	<input type="checkbox"/> Susceptible de mise en demeure		<input type="checkbox"/> Prescription inadaptée
Proposition de l'inspection au Préfet :			
<input type="checkbox"/> Avec suite	<input type="checkbox"/> Susceptible de suites	<input type="checkbox"/> Sans suite	

Nom du point de contrôle : Organisation, formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1			
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation			
Prescription contrôlée : Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.			
Constats : L'exploitant dispose d'une procédure de sécurité "Maîtrise des interventions réalisées sur les sites TITANOBEL" – PRS-03-01 ; version D du 13/02/2015. Cette procédure distingue les interventions réalisées par le personnel du site et celles qui sont réalisées par des entreprises extérieures. Les prestataires qui interviennent régulièrement (APAVE, DESAUTEL, DELTA, ID VERDE ...) ou ponctuellement (Plombier ...) à l'intérieur du site sont bien identifiés par l'exploitant. Un plan d'intervention est signé annuellement et identifie nominativement les intervenants pressentis. Cette procédure ne prévoit pas un niveau de sous-traitant de rang 2 (aucune sous-traitance n'est autorisée par le sous-traitant). La liste des intervenants extérieur est constituée des plans de prévention établis annuellement. Le plan de prévention annuel pour chaque prestataire extérieur est disponible dans le bureau du chef de dépôt. Ont été regardés les plans de prévention, années 2020 et 2021, de l'entreprise ID VERDE, TEDALDI ALAIN (Plombier), APAVE.			
Type de suites proposées : Sans objet			
Respect de la prescription :			
<input type="checkbox"/> Conforme	<input type="checkbox"/> Susceptible de mise en demeure		<input type="checkbox"/> Prescription inadaptée
Proposition de l'inspection au Préfet :			
<input type="checkbox"/> Avec suite	<input type="checkbox"/> Susceptible de suites	<input type="checkbox"/> Sans suite	

Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3			
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation			
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en oeuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même soustraitées, font l'objet de telles procédures.			
Constats : <u>Sur les procédures associant les entreprises extérieures</u> <u>Sur le permis de feu</u> <u>Sur la surveillance des entreprises extérieures</u> L'exploitant dispose d'une procédure de sécurité "Maîtrise des interventions réalisées sur les sites TITANOBEL" – PRS-03-01 ; version D du 13/02/2015. Cette procédure distingue les interventions réalisées par le personnel du site et celles qui sont réalisées par des entreprises extérieures. Cette procédure définit les conditions dans lesquelles un plan de prévention doit être rédigé et intègre, le cas échéant, les dispositions qui sont propres au permis de feu. Le canevas type du plan de prévention a été modifié (version E du 30/05/2021) pour insérer un tableau intitulé "Procès-verbal de réception travaux...". Ce tableau "Procès-verbal de réception travaux ..." permet de valider la bonne réalisation du chantier vis-à-vis du devis de référence. Cette procédure prévoit une surveillance pendant 2h après travaux avec feu. La conduite des installations n'est confiée qu'à du personnel TITANOBEL. Un plan de prévention est établi avec toutes les entreprises extérieures et est révisé annuellement. Chaque intervention d'entreprise extérieur est consignée sur un registre. Chaque entreprise extérieur reçoit une information de sécurité et un livret d'accueil est remis. A l'intérieur du site, les entreprises extérieures sont accompagnées par un personnel TITANOBEL. Le canevas type du plan de prévention ne prévoit qu'une seule intervention "permis de feu" : un seul tableau "Procès-verbal de réception travaux...".			
Type de suites proposées : L'inspection a invité l'exploitant à intégrer à son canevas "plan d'intervention" plusieurs tableaux "Procès-verbal de réception travaux..." afin d'éviter des oublis de contrôle après travaux dans le cas de plusieurs interventions d'une même entreprise dans l'année en cours. Cette action n'implique pas d'engager une action de suivi particulière.			
Respect de la prescription :			
<input type="checkbox"/> Conforme	<input type="checkbox"/> Susceptible de mise en demeure		<input type="checkbox"/> Prescription inadaptée
Proposition de l'inspection au Préfet :			
<input type="checkbox"/> Avec suite	<input type="checkbox"/> Susceptible de suites	<input type="checkbox"/> Sans suite	

Nom du point de contrôle : Organisation, formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1			
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence			
Prescription contrôlée : Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu. Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.			
Constats : <u>Sur l'intégration des sous-traitants dans les procédures d'urgence</u> Une information de la conduite à tenir en cas d'accident est réalisée auprès de chaque entreprise. Un livret de sécurité est distribué à cet effet.			
Type de suites proposées : Sans objet			
Respect de la prescription :			
<input type="checkbox"/> Conforme	<input type="checkbox"/> Susceptible de mise en demeure		<input type="checkbox"/> Prescription inadaptée
Proposition de l'inspection au Préfet :			
<input type="checkbox"/> Avec suite	<input type="checkbox"/> Susceptible de suites	<input type="checkbox"/> Sans suite	

Nom du point de contrôle : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5			
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence			
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en oeuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. <u>Ces procédures font l'objet :</u> - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en oeuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.			
Constats : <u>Sur la participation des sous-traitants aux exercices de situations accidentelles</u> Des exercices POI/PPI sont réalisés annuellement : le dernier en date du 4 juin 2021. Les entreprises extérieures ne sont pas intégrées aux exercices POI/PPI.			
Type de suites proposées : L'inspection invite l'exploitant à intégrer lors du prochain exercice POI/PPI une entreprise extérieure afin d'évaluer sa réactivité vis-à-vis de la formation dispensée et des consignes de sécurité du site. La prise en compte de ce point sera appréciée lors de la prochaine visite d'inspection.			
Respect de la prescription :			
<input type="checkbox"/> Conforme	<input type="checkbox"/> Susceptible de mise en demeure		<input type="checkbox"/> Prescription inadaptée
Proposition de l'inspection au Préfet :			
<input type="checkbox"/> Avec suite	<input type="checkbox"/> Susceptible de suites	<input type="checkbox"/> Sans suite	

Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5			
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation			
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en oeuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manoeuvre des moyens de secours.			
Constats : <u>Sur le plan de formation des entreprises extérieures</u> <u>Sur le contenu des formations des entreprises extérieures</u> <u>Sur la tenue des formations des entreprises extérieures</u> <u>Sur la traçabilité des formations suivies par le personnel des entreprises extérieures</u> <u>Sur la surveillance de la formation effective des personnels des entreprises extérieures</u> <u>Sur la mise à disposition de l'inspection du suivi des formations des entreprises extérieures</u> Un plan d'intervention est rédigé et renouvelé annuellement pour chaque entreprise extérieure. Ce document cite nominativement les personnes des ces entreprises susceptibles d'intervenir. Une formation sur la conduite à tenir en cas d'accident est dispensée et un livret de sécurité est distribué. Le livret d'accueil des entreprises extérieures a été présenté à l'inspection. Celui-ci rappelle un ensemble de dispositions à adopter en cas d'accident, dont : <ul style="list-style-type: none">- Obligations générales,- Procédures d'urgence en cas d'accident, en cas d'incendie,- Les interdictions sur le site,- Les conduites à tenir. A chaque intervention, un bilan des travaux est effectué et un rappel des règle se sécurité est rappelé.			
Type de suites proposées : Sans objet			
Respect de la prescription :			
<input type="checkbox"/> Conforme	<input type="checkbox"/> Susceptible de mise en demeure		<input type="checkbox"/> Prescription inadaptée
Proposition de l'inspection au Préfet :			
<input type="checkbox"/> Avec suite	<input type="checkbox"/> Susceptible de suites	<input type="checkbox"/> Sans suite	

Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3			
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation			
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en oeuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même soustraitées, font l'objet de telles procédures.			
Constats : <u>Sur les habilitations des personnels des entreprises extérieures</u> <u>Sur la sélection des entreprises extérieures intervenant sur les MMR</u> Un plan d'intervention est rédigé et renouvelé annuellement pour chaque entreprise extérieure. Ce document cite nominativement les personnes de ces entreprises susceptibles d'intervenir. Une formation sur la conduite à tenir en cas d'accident est dispensée et un livret de sécurité est distribué. La sélection des sous-traitants intervenants sur les mesures de maîtrise de risque (MMR) ne fait l'objet d'aucune spécificité. Les interventions sur les MMR sont prises en compte au travers de l'évaluation des risques menée pour toute intervention. Toute intervention extérieure sur le site ne peut se faire qu'après accord du chef de dépôt. Un encadrement ou une surveillance des entreprises extérieures est mise en place à chaque intervention.			
Type de suites proposées : Sans objet			
Respect de la prescription :			
<input type="checkbox"/> Conforme	<input type="checkbox"/> Susceptible de mise en demeure		<input type="checkbox"/> Prescription inadaptée
Proposition de l'inspection au Préfet :			
<input type="checkbox"/> Avec suite	<input type="checkbox"/> Susceptible de suites	<input type="checkbox"/> Sans suite	

Nom du point de contrôle : Contrôles à effectuer

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n° DREAL-UID1166-C1-2022-018, article 8.6.3			
Thème(s) : Contrôles à effectuer			
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. ...			
Constats : L'exploitant tien à jour les contrôles de vérification de ses équipements et installations : - Vérification des installations électriques : Rapport + Q18 : rapports APAVE du 24/03/2022 - Vérification Complète Foudre : Rapport APAVE du 10/03/2022 - Détecteurs incendie + centrale : Rapport DESAULTEL du 07/04/2022 - Contrôle despoteaux incendie du 16/12/2021			
Type de suites proposées : Sans objet			
Respect de la prescription :			
<input type="checkbox"/> Conforme	<input type="checkbox"/> Susceptible de mise en demeure		<input type="checkbox"/> Prescription inadaptée
Proposition de l'inspection au Préfet :			
<input type="checkbox"/> Avec suite	<input type="checkbox"/> Susceptible de suites	<input type="checkbox"/> Sans suite	